

BURKINA FASO



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 274 220 km²

Population : 22,7 millions d'habitants

Densité : 82,7 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,6 %

Part de la population urbaine : 31,9 %

Économie

Notation de la dette souveraine (S&P, 2022) : CCC+

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 184^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2022) : 3,5

Taux de change effectif réel (moyenne 2018-2022, base 100 en 2010) : 95,7 (95,8 pour l'UEOMA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement: modéré

PIB par habitant (2022) : 833 dollars US

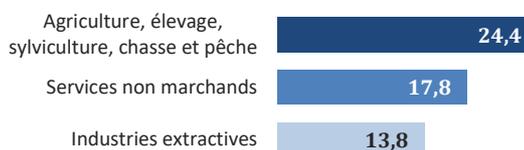
Taux de croissance (2022) : 3,0 %

Inflation (2022) : 14,1 %

PIB (2022) : 12 507 milliards XOF /
20,0 milliards de dollars US

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2018-2022)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2018-2022)



Développement humain et infrastructures



59,8 ans

Espérance de vie



43,8 %

Population sous le seuil de pauvreté



47,2 %

Accès à l'eau potable



8,3 %

Mortalité infantile



47,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



19,0 %

Accès à l'électricité



16,2 %

Prévalence de la malnutrition dans la population totale



46,0 %

Alphabétisation des adultes



111,7

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



33/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



36 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



58,3 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2023 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

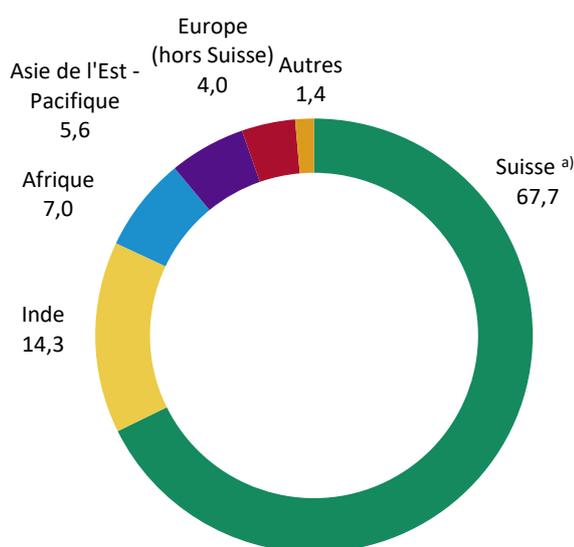
- **La croissance économique a ralenti, à 3 %, contre 6,5 % en 2021**, principalement en raison de l'instabilité politique et de la dégradation des conditions de sécurité régionale et intérieure. L'inflation a fortement augmenté (+ 14,1 %), du fait notamment de la hausse des prix alimentaires et des produits pétroliers. La croissance devrait augmenter en 2023 (+ 5,8 %), et l'inflation revenir à 1,6 %, sous réserve d'une amélioration des conditions de sécurité intérieure et régionale, incertaine après le coup d'État du 26 juillet au Niger.
- **Les déséquilibres externe et budgétaire se sont aggravés.** Le solde courant externe est devenu déficitaire à hauteur de 5,3 % du PIB, du fait d'une atonie des exportations d'or, qui représentent 80 % des exportations du pays et dont l'exploitation a subi des arrêts répétés en cours d'année. Le déficit budgétaire apparaît élevé, à 8,5 % du PIB, notamment en raison d'importantes dépenses de sécurité et de défense. Le pays demeure toutefois en risque modéré de surendettement, selon le Fonds monétaire international (FMI).
- **Sur le plan politique, le climat d'insécurité a entraîné un vaste mouvement de mécontentement qui a conduit à la démission du Premier ministre le 8 décembre 2021, puis à deux coups d'État successifs le 24 janvier 2022 et le 30 septembre 2022.** Ce dernier, mené par le capitaine Traoré, a débouché sur la mise en place d'un gouvernement de transition. De nouvelles élections sont prévues en 2024.
- **L'insécurité alimentaire, qui s'est aggravée en 2022-2023, représente un défi majeur pour le pays**, avec 3,4 millions de personnes en insécurité alimentaire élevée à l'été 2022 et plus de 1,9 million de personnes déplacées. Plusieurs programmes multilatéraux, nationaux et régionaux ont été mobilisés, à l'instar de ceux de la Banque mondiale, à travers notamment des distributions de vivres gratuites dans la région du Nord. Le FMI a également approuvé en mars 2023 une facilité de crédit rapide de 80 millions de dollars US au titre du guichet « chocs alimentaires ».

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le Burkina Faso est un pays à faible revenu dont l'économie dépend majoritairement de l'agriculture et de l'exploitation minière, notamment de l'or. Le pays est ainsi le sixième producteur d'or et le troisième producteur de coton d'Afrique. Le secteur primaire représente 24 % du PIB sur la période 2018-2022, et environ 80 % de la population active vit de la production agricole. Le développement du secteur aurifère a constitué ces dernières années une source importante de croissance, avec une progression des volumes produits de 7,6 % en trois ans, mais il demeure tributaire de l'insécurité régionale qui occasionne des fermetures de mines. Le secteur secondaire, dominé par les industries extractives, représentait en moyenne 29 % du PIB sur la période 2018-2022. Le secteur tertiaire, dominé par le commerce, la restauration, l'hôtellerie et le secteur financier, constituait en moyenne près de 47 % du PIB sur la période 2018-2022.

Destinations des exportations du Burkina Faso (2017-2021)

(en %, moyenne sur 5 ans)



a) Principalement de l'or brut et semi-transformé.
Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

La faible diversification de la production va de pair avec une importante concentration sectorielle et géographique des exportations et une forte dépendance aux importations.

En 2022, près de 88 % des exportations se concentrent sur deux produits, l'or et le coton, principalement vendus en Suisse, pour les deux tiers environ, et en Inde. Malgré son appartenance à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Burkina Faso développe peu de relations commerciales avec ses partenaires régionaux. La prépondérance du secteur primaire et de l'industrie extractive rend l'économie burkinabé particulièrement vulnérable à l'évolution des prix internationaux et aux aléas climatiques. Les besoins du pays en biens d'équipement, produits pétroliers et produits alimentaires pèsent sur la balance courante. En outre, les importations dépendent fortement des variations des prix du pétrole en raison de l'enclavement du Burkina Faso, qui nécessite l'acheminement par voies terrestres de marchandises déchargées dans les ports voisins.

Malgré une progression continue des recettes fiscales, le solde budgétaire est structurellement déficitaire. La croissance tendancielle des recettes fiscales s'élève à plus de 10 % par an en moyenne sur la période 2015-2022. Cette progression s'explique en partie par les efforts de modernisation de l'administration fiscale, avec notamment la numérisation des services fiscaux (mise en œuvre d'un compte unique au Trésor, paiement en ligne des impôts, création d'un identifiant financier unique pour chaque contribuable, etc.). Elle a permis d'élever le taux de pression fiscale à 15 % sur la période 2018-2022, un niveau supérieur à la moyenne de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui s'élève à 13,5 %, mais inférieur à l'objectif fixé par l'Union (20 %). La part de la masse salariale dans les dépenses courantes apparaît structurellement très élevée, représentant près de 49 % du total des dépenses en moyenne sur 2015-2022, contre 39 % en UEMOA, alors que les fortes incertitudes régionales et intérieures ont conduit à augmenter la part consacrée aux dépenses de sécurité et de défense. En dépit des

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Burkina Faso

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Coton-graine	493,0	521,1	433,3
Prix d'achat aux producteurs	270,0	297,0	332,0
Mil et sorgho	2 796,8	2 349,1	2 921,6
Maïs	1 920,1	1 853,5	1 810,3
Riz paddy	451,4	451,0	439,0
Fonio	10,8	7,6	8,2
Arachides	647,7	490,2	529,2
	2020	2021	2022
Or (en tonnes)	62,1	66,9	62,7

Sources : BCEAO et administrations nationales.

progrès enregistrés dans la collecte fiscale, la dynamique des dépenses publiques s'accompagne de déficits publics toujours élevés, de 5,6 % du PIB en moyenne depuis 2017, et d'un endettement public croissant.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

En 2022, la croissance économique a fortement ralenti. La croissance du PIB réel a reculé de 3,5 points de PIB pour s'établir à 3 %, soit le ralentissement le plus marqué en UEMOA (- 1,6 point de PIB en moyenne sur six pays). Le secteur primaire a fortement contribué à la croissance (+ 1,7 point de pourcentage [pp], contre - 2,0 pp en 2021), grâce à de bonnes campagnes agricoles résultant d'une pluviométrie favorable sur la période 2022-2023 (à l'exception notable du coton). Le secteur secondaire a fortement pesé sur la croissance, avec une contribution négative de 1,3 point de PIB, en raison notamment de l'interruption des projets de construction et de fermetures temporaires de mines aurifères (par exemple les mines de Taparko le 9 avril 2022), du fait de la dégradation des conditions de sécurité, liée à l'instabilité politique, et sur fond de menaces djihadistes et de conflits pastoraux. Conjuguée à d'importants déplacements internes de population, l'insécurité a également pesé sur la contribution du secteur tertiaire (+ 2,6 points, + 6,6 points en 2021).

La croissance économique devrait s'établir à 5,8 % en 2023 grâce à une reprise de l'activité minière, mais ces prévisions comportent d'importants risques baissiers. Si les autorités s'attachent à reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire, l'insécurité demeure forte et pourrait se renforcer après le coup d'État survenu le 26

juillet au Niger. Les prix élevés des intrants et les incertitudes climatiques continuent d'hypothéquer la reprise de l'activité du secteur agricole.

L'inflation s'est fortement accrue en 2022 pour s'établir à 14,1 %, contre 3,9 % en 2021, soit le niveau le plus élevé parmi les pays de l'UEMOA. Cette augmentation provient tout d'abord de la hausse des prix alimentaires et énergétiques internationaux, mais aussi des perturbations dans les livraisons d'intrants agricoles, qui ont alimenté l'inflation importée. Outre les effets de la guerre russe en Ukraine, les coupures répétées des routes commerciales intérieures ont renforcé les tensions inflationnistes. L'inflation devrait fortement diminuer en 2023 (+ 1,6 %), grâce à une baisse anticipée des prix internationaux des produits pétroliers, et, de manière plus incertaine, des denrées alimentaires, avec le non-renouvellement de l'accord céréalier en Mer noire en juillet 2023.

En 2022, le solde du compte courant est devenu déficitaire, s'établissant à 589,9 milliards XOF, soit 5,3 % du PIB. Les exportations de biens se sont ralenties (+ 1,5 %, contre + 10,7 % en 2021 en valeur), du fait de la faible hausse des exportations d'or et de la baisse des exportations de zinc. Les importations ont notablement progressé (+ 15,6 % en valeur), en raison de la hausse de la facture alimentaire (+ 53,5 %), des produits pétroliers (+ 77,9 %) et des biens d'équipement (+ 18,9 %).

Le déficit budgétaire (base engagement, dons compris) s'est creusé à 8,5 % du PIB en 2022, contre 5,7 % en 2021, bien en delà du niveau d'avant-crise (3,2 % en 2019). Les recettes budgétaires ont progressé de près de 19 % en valeur, soit un rythme comparable à celui des prix et de l'activité économique. La hausse des dépenses a été sensiblement plus rapide (+ 27,6 %), en dépit d'une bonne maîtrise de la masse salariale (7 %) du fait de la forte progression des autres dépenses courantes (+ 44,3 %), pour l'essentiel des transferts et subventions, amplifiés par les mesures prises par les autorités contre la vie chère. Les dépenses en capital ont également beaucoup augmenté (+ 37,2 %) et en particulier sur les ressources internes (+ 80 %), liées notamment à d'importants achats d'équipement militaire au quatrième semestre 2022¹. Selon le FMI, le déficit budgétaire devrait rester élevé, à hauteur de 7,8 % du

Activité économique et inflation au Burkina Faso

(en %)

	2020	2021	2022	2023
Variation annuelle du PIB	1,9	6,5	3,0	5,8
Inflation (en moyenne annuelle)	1,9	3,9	14,1	1,6

Note : Prévisions pour 2023.

Source : BCEAO.

PIB en 2023, en raison de la persistance de la crise alimentaire et de l'augmentation des dépenses militaires (recrutement de 8 000 soldats).

Confrontées à d'importantes contraintes de financement, les autorités ont bénéficié du soutien du FMI et de la Banque mondiale.

Le FMI a débloqué une aide alimentaire d'urgence de 80 milliards de dollars US en février 2023 au titre de son guichet « chocs alimentaires » créé le 30 septembre 2022. En juin 2023, le pays a également trouvé un accord avec la direction du FMI (mais non adopté par le conseil d'administration du Fonds) pour une facilité élargie de crédit de 305 millions de dollars US, d'une durée de quatre ans, associée à un engagement des autorités de ramener le déficit budgétaire au-dessous du seuil communautaire de 3 %. Concernant la Banque mondiale, un programme de 48 millions de dollars US, financé par l'Association internationale de développement (AID), a été approuvé le 28 juin 2022 dans le cadre du plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables. L'appui des institutions de Bretton Woods, comme des bailleurs bilatéraux, est tributaire de l'instabilité politique régionale, notamment depuis le coup d'État du 26 juillet 2023 au Niger.

La dette publique a légèrement augmenté en 2022 (+ 0,7 pp), pour s'établir à 55,6 % du PIB. La dette externe représente 24,4 % de la dette publique totale, avant tout constituée de prêts concessionnels des institutions multilatérales, alors que la dette interne s'est fortement accrue avec l'essor des financements en monnaie locale obtenus sur le marché régional. Le coût de la dette a ainsi fortement progressé, pour représenter 7,1 % des recettes budgétaires en 2022, contre 5,6 % en 2019 avant la crise de la Covid-19. Selon l'analyse de la viabilité de la dette par le FMI (avril 2023), le

¹ Source : FMI (2023), Debt Sustainability Analysis, avril.

Burkina Faso présente un risque modéré de surendettement externe et global. Les principaux risques pesant sur la soutenabilité de la dette proviennent i) d'importants risques de « rollover », avec l'arrivée à maturité de 11 % de la dette en 2023, ii) du maintien de déficits budgétaires élevés, iii) d'un durcissement des conditions d'emprunt du fait de la montée globale et régionale des taux d'intérêt, mais aussi iv) des primes de risque liées à l'insécurité régionale.

L'activité bancaire s'est fortement accélérée en 2022, le total des bilans ayant ainsi progressé de 16,1 %. Si la croissance des dépôts s'est fortement ralentie, les crédits ont continué à augmenter à un rythme rapide, ainsi que les opérations sur titres et diverses (+ 19,1 %), reflétant d'importants achats de titres d'État. Le système bancaire reste globalement résilient. Le ratio de créances en souffrance nettes sur le total des créances brutes a baissé légèrement pour s'établir à 5,7 % en 2022, contre 7,5 % en 2021, soit un niveau inférieur à la moyenne de l'UEMOA (7,2 %), tandis que le taux de provisionnement s'est accru de 8,3 points pour atteindre 79,6 % en 2022. La rentabilité du secteur bancaire s'est redressée, tant pour la marge nette que pour le coefficient de rentabilité (18,5 %, contre 17,2 % en 2021). Le ratio de couverture des risques, principal ratio de solvabilité, s'est amélioré en 2022, à 14,2 %, contre 13,4 % en 2021. Selon le FMI, le secteur bancaire apparaît vulnérable au risque de concentration excessive et croissante des portefeuilles bancaires, notamment en titres publics (nexus entre risque souverain et solvabilité bancaire).

ENJEUX ET DÉFIS

La sécurité reste le principal défi pour le pays depuis les deux coups d'État consécutifs en 2022. Le coup d'État du 30 septembre 2022 qui a placé Ibrahim Traoré à la tête de l'État a fait suite à un premier renversement de gouvernement par l'armée le 24 janvier. Entre violences intercommunautaires au Nord (conflits entre éleveurs et agriculteurs) et attaques djihadistes, les coups d'État s'inscrivent dans une situation sécuritaire déjà tendue. En 2022, le blocage des routes commerciales et l'incertitude sur la situation politique ont pesé fortement sur le développement économique et social du pays. En outre, les déplacements de population, estimés à plus de 1,9 million de personnes, limitent la

production agricole, alors que le pays fait déjà l'objet d'une aide humanitaire renforcée pour contrer l'insécurité alimentaire. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ², la part de la population souffrant d'insécurité alimentaire est passée de 13 % à fin août 2021 à 16 % un an plus tard.

Le développement humain du Burkina Faso demeure parmi les plus faibles du monde. Le pays est ainsi classé 184^e sur 191 pays en matière d'indice de développement humain (IDH). Cela traduit tout d'abord un niveau élevé de pauvreté, avec, selon la Banque mondiale, 43,8 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, le PIB par habitant demeurant faible, à 833 dollars US en 2022 (d'après la Banque mondiale), en lien avec une croissance démographique rapide (2,8 % par an) qui contribue également à accroître les besoins en infrastructures. L'accès aux services de base demeure limité en raison des difficultés d'accès à la nourriture et à l'eau pour la population (en 2022 47,2 % de la population a accès à l'eau potable), et d'une insuffisance des systèmes de soins et d'éducation (le taux d'alphabétisation chez les adultes s'élève à 41,2 %). Outre les effets de la crise de la Covid-19, l'insécurité grandissante pénalise le développement du capital humain, près de 4 000 écoles, soit 20 % des capacités du système éducatif, étaient fermées début 2023 ³

L'économie est dépendante du secteur primaire et donc exposée à l'évolution des prix des matières premières et aux aléas climatiques. Les inondations, les épisodes de sécheresse, et les vents violents, constituent les principaux risques climatiques auxquels le pays est exposé, de manière croissante. En entraînant une baisse des récoltes, les désastres naturels ont des impacts socio-économiques importants. L'emploi informel concerne une part élevée de l'économie burkinabé (autour d'un tiers du PIB) ⁴. Il est surtout présent dans le secteur primaire, où il compte pour près de 90 % des emplois dans les secteurs non agricoles (essentiellement extractifs).

² Global Network against Food crisis (organisme qui inclut le PAM et la FAO), Global report on food crisis 2023.

³ FMI (2023), Debt Sustainability Analysis.

⁴ <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/2017/156/article-A001-en.xml>

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le deuxième Plan national de développement économique et social (PNDES-II, 2021-2025), adopté en juillet 2021, a pour objectif de « rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie pour une croissance forte, durable et inclusive ». Il prévoit des investissements dans l'industrie du coton/textile, l'agroalimentaire, les matériaux, la construction d'infrastructures (par ex. la construction d'une autoroute reliant Ouagadougou et Yamoussoukro). Le coût de ce plan est de 19 030 milliards XOF (environ 28,6 milliards d'euros) avec un financement à 63 % sur des ressources propres, et pour le reste avec le soutien de banques multilatérales et institutions de développement ou des partenariats public-privé. Depuis septembre 2022, le nouveau gouvernement élabore un Plan d'action pour la stabilisation et le développement, qui reprend et reforme les grands axes du PNDES-II.

Dans le cadre des plans de lutte contre l'insécurité alimentaire, le gouvernement a ratifié, le 18 mai 2022, les accords de financement d'un montant de 114 millions de dollars US accordés par la Banque mondiale au titre du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA). Ce programme, constitué d'un don de 45 millions de dollars US, d'un crédit de 45 millions de l'AID ainsi que d'un don de 24 millions dans le cadre du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP⁵), vise à renforcer la sécurité alimentaire dans sept zones du Burkina, : les régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, de l'Est, du Centre-Est, du Nord et du Centre-Ouest. Il intervient dans un contexte de multiplication des aides alimentaires, telles que le plan de l'Agence française de développement (AFD) lancé le 19 juillet 2022 pour améliorer l'accès à l'eau potable, et le plan de la région du Nord, lancé le 10 septembre, qui prévoit une distribution gratuite de vivres en soutien aux populations vulnérables.

La Banque agricole du Faso (BADF) a présenté, les 12 et 13 février 2022, son Plan stratégique de développement (PSD1) sur la période 2022-2026. Envisageant de

consolider sa position en tant que leader dans le financement des activités agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques, la BADF a défini des objectifs clés. Elle prévoit notamment d'accroître progressivement les crédits destinés au monde rural, visant à les porter à 55 % de son portefeuille. Dans cette perspective, la banque projette également d'étendre son réseau avec l'ouverture de 29 nouvelles agences durant le plan quinquennal, dont 11 dès l'année 2022. Par ailleurs, la BADF entend se positionner à la pointe de la transformation numérique afin de mieux répondre aux besoins de ses clients et améliorer ses performances globales.

Le développement du secteur énergétique, et notamment du réseau électrique, constitue l'une des priorités nationales. La Société financière internationale (SFI, Banque mondiale) a accordé un prêt de 12,4 millions d'euros à la société Sodigaz, leader de la distribution de gaz au butane, afin de favoriser l'expansion du réseau de gaz liquéfié. En novembre 2022, la Société nationale d'hydrocarbure Sonabhy a annoncé l'augmentation de son capital, principalement financé par des dividendes non distribués de l'État, pour accroître la résilience de l'entreprise et augmenter ses capacités d'investissement.

Le niveau insuffisant de la production électrique nationale constitue un goulot d'étranglement important au développement de l'activité économique, avec un taux d'accès à l'électricité de moins de 20 % de la population et l'objectif des autorités de le porter à 60 % d'ici à 2027. Cela passe avant tout par le développement des énergies renouvelables, afin de réduire la dépendance du pays à la production électrique à partir de générateurs diesel. La centrale solaire de Nagréongo d'une puissance de 30 mégawatts (MW) a été inaugurée le 7 juillet 2022. Financé avec le soutien de l'AFD, la Banque africaine de développement et l'Union européenne, le projet Yeleen, d'un montant total de 141,6 millions d'euros, vise également la construction de quatre centrales d'une puissance de plus de 50 MW d'ici à 2025.

⁵ Global Agriculture and Food Security Program.

ANNEXE

Burkina Faso – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2019	2020	2021	2022
Ressources	12 312,3	13 262,0	14 487,3	16 486,7
PIB nominal	9 369,2	10 310,6	11 251,6	12 507,0
Importations de biens et services	2 943,1	2 951,4	3 235,7	3 979,7
Emplois	12 312,3	13 262,0	14 487,3	16 486,7
Consommation finale	7 544,2	8 026,4	8 486,5	10 110,3
Publique	1 781,9	1 808,0	2 168,4	2 362,9
Privée	5 762,3	6 218,4	6 318,2	7 747,4
Formation brute de capital fixe ^{a)}	2 150,5	2 099,6	2 543,9	2 860,5
Exportations de biens et services	2 617,6	3 136,0	3 456,9	3 515,9
Épargne intérieure brute	1 825,0	2 284,2	2 765,1	2 396,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 325,5	184,6	221,1	- 463,8
Taux d'investissement (en % du PIB)	23,0	20,4	22,6	22,9
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,7	1,9	6,5	3,0
Déflateur du PIB	- 0,6	8,0	2,4	7,9
Prix à la consommation, en moyenne	- 3,2	1,9	3,9	14,1

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
Recettes et dons	1 882,0	1 975,4	2 206,1	2 551,9
Recettes budgétaires	1 747,7	1 659,4	1 928,8	2 288,2
Recettes fiscales	1 424,9	1 377,0	1 705,8	2 052,4
Recettes non fiscales	322,8	282,4	223,0	235,8
Dons	134,3	316,0	277,3	263,7
Dépenses et prêts nets	2 177,5	2 499,9	2 842,4	3 617,0
Dépenses totales	2 201,3	2 504,3	2 842,4	3 626,5
Dépenses courantes	1 644,5	1 724,3	1 914,3	2 352,8
Traitements et salaires	844,4	897,2	942,6	1 009,1
Autres dépenses courantes	683,0	686,5	771,9	1 114,1
Intérêts	117,1	140,6	199,8	229,6
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>95,6</i>	<i>117,0</i>	<i>171,2</i>	<i>196,3</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>21,5</i>	<i>23,5</i>	<i>28,6</i>	<i>33,3</i>
Dépenses en capital	556,8	780,0	928,1	1 273,7
Sur ressources intérieures	419,0	432,9	486,8	876,2
Sur ressources extérieures	137,8	347,1	441,3	397,5
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	- 23,8	- 4,4	0,0	- 9,5
Solde global base engagements (hors dons)	- 429,8	- 840,5	- 913,6	- 1 328,8
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 295,5	- 524,5	- 636,3	- 1 065,1
Solde primaire de base ^{b)}	- 198,7	- 357,2	- 272,5	- 711,2
Ajustement base caisse	- 2,6	- 8,2	7,8	190,0
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 432,4	- 848,7	- 905,8	- 1 138,8
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 298,1	- 532,7	- 628,5	- 875,1
Financement	298,1	532,8	628,5	875,0
Financement intérieur net	200,9	380,4	230,7	717,5
Bancaire	19,8	77,4	62,7	622,5
Non bancaire	181,1	303,0	168,0	95,0
Financement extérieur net	97,2	152,4	397,8	157,5
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes publiques	3 963,2	4 777,7	6 178,6	6 952,4
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	18,7	16,1	17,1	18,3
Dépenses courantes	17,6	16,7	17,0	18,8
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 3,2	- 5,1	- 5,7	- 8,5
Dettes publiques	42,3	46,3	54,9	55,6

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 307,0	269,3	42,8	- 589,8
1 - Biens et services	- 325,5	184,6	221,1	- 463,8
Balance des biens	214,3	618,1	698,2	363,0
Exportations de biens FOB	2 301,3	2 843,3	3 148,8	3 197,5
<i>dont : or</i>	<i>1 685,8</i>	<i>2 273,3</i>	<i>2 400,6</i>	<i>2 501,2</i>
<i>coton</i>	<i>206,1</i>	<i>150,7</i>	<i>254,6</i>	<i>315,3</i>
<i>zinc</i>	<i>90,9</i>	<i>61,4</i>	<i>87,7</i>	<i>29,4</i>
<i>anacarde</i>	<i>56,0</i>	<i>39,0</i>	<i>64,4</i>	<i>67,5</i>
Importations de biens FOB	- 2 087,0	- 2 225,1	- 2 450,6	- 2 834,5
Importations de biens CAF	- 2 491,6	- 2 405,3	- 2 612,5	- 3 437,8
<i>dont : produits pétroliers</i>	<i>- 704,3</i>	<i>- 569,1</i>	<i>- 708,7</i>	<i>- 1 260,6</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 741,3</i>	<i>- 572,7</i>	<i>- 594,5</i>	<i>- 704,3</i>
<i>produits alimentaires</i>	<i>- 238,7</i>	<i>- 232,4</i>	<i>- 254,0</i>	<i>- 390,7</i>
Balance des services	- 539,8	- 433,5	- 477,0	- 826,8
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 404,6</i>	<i>- 180,2</i>	<i>- 161,9</i>	<i>- 603,3</i>
2 - Revenus primaires	- 299,5	- 319,9	- 512,0	- 492,9
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 62,1</i>	<i>- 23,5</i>	<i>- 28,6</i>	<i>- 33,3</i>
3 - Revenus secondaires	318,0	404,5	333,7	366,9
Administrations publiques	169,3	235,0	146,2	235,3
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>88,5</i>	<i>159,7</i>	<i>80,9</i>	<i>60,3</i>
Autres secteurs	148,7	169,5	187,5	131,7
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>241,7</i>	<i>172,4</i>	<i>236,0</i>	<i>306,8</i>
b - Compte de capital	125,9	197,3	235,7	263,3
c - Compte financier	- 252,9	- 8,5	- 374,5	338,2
Investissements directs	- 85,9	52,7	20,4	- 62,3
Investissements de portefeuille	- 120,0	- 105,8	- 440,5	- 91,3
Autres investissements	- 47,1	44,6	45,6	491,9
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	9,1	6,6	0,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 4,2	- 4,2	- 4,3	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	67,7	470,8	648,7	- 664,7
Taux de couverture ^{a)}	88,9	106,3	106,8	88,3
Solde courant (en % du PIB)	- 3,3	2,6	0,4	- 4,7
Solde global (en % du PIB)	0,7	4,6	5,8	- 5,3

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménages, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
Court terme	1 615	649	1 197	1 510
Moyen terme	1 446	1 327	2 210	2 606
Long terme	71	78	89	88
Total	3 133	2 054	3 495	4 204

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
Opérations de trésorerie et interbancaires	813	1 130	1 001	Opérations de trésorerie et interbancaires	1 245	1 402	2 162
Opérations avec la clientèle	3 299	3 828	4 693	Opérations avec la clientèle	4 551	5 677	6 028
Opérations sur titres et diverses	2 270	2 841	3 385	Opérations sur titres et divers	192	204	271
Valeurs immobilisées	252	222	237	Provisions, fonds propres et assimilés	645	738	855
Total	6 634	8 021	9 316	Total	6 634	8 021	9 316

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	55,7	50,0	49,7
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	12,6	17,2	18,5
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	27,1	36,9	39,7
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	9,6	7,5	5,7
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	2,8	2,3	1,2
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	73,1	71,3	79,6

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2020	2021	2022
1. Produits bancaires	851	1 072	2 404
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	7	7	7
Produits sur opérations avec la clientèle	290	312	375
Produits sur opérations sur titres et diverses	127	156	179
Produits sur opérations de change	409	572	1 814
Produits sur opérations hors bilan	14	16	17
Produits sur prestations de services financiers	8	9	11
Autres produits d'exploitation bancaire	1	3	2
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	5	312	375
2. Charges bancaires	551	728	2 005
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	36	28	41
Charges sur opérations avec la clientèle	118	142	163
Charges sur opérations sur titres et diverses	3	5	7
Charges sur fonds propres et assimilés	3	3	3
Charges sur opération de change	385	544	1 784
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	4	5	6
Autres charges d'exploitation bancaire	1	1	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	300	344	399
4. Produits accessoires nets	12	10	11
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	312	354	410
6. Frais généraux	151	156	181
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	17	16	18
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	144	182	212
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	60	46	36
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	5	2	2
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	89	184	214
12. Résultat exceptionnel net	2	5	3
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	10	16	22
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	81	205	195

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	13,8	13,4	14,2
Rapport de liquidité	117,7	114,0	111,0

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2020	2021	2022
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	94	94	100
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ($\geq 7,5$ %)	100	94	100
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 8,5$ %)	100	94	100
Ratio de solvabilité global ($\geq 11,25$ %)	88	94	94
Norme de division des risques (≤ 35 %)	81	69	81
Ratio de levier (≥ 3 %)	100	94	94
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	75	88	94
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	100	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	94	88	94
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	94	100
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	94	100
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	100	100	94
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	94	94	94

Note: Normes applicables en 2022. Le passage aux normes de Bâle II et Bâle III se traduit notamment par une augmentation de certains seuils en vigueur pendant la période de transition courant de 2019 jusqu'en 2023, suivant le calendrier révisé par la décision 019 06/26/2020/CE/UMOA.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.